



Hafad NACIRI né le 15 décembre 1995 à Smara
Je réside à Smara quartier Essalam 3 bloc 72

Je suis le fils d'Ahmed Naciri et Lalla Sallakha Baiba. J'ai deux sœurs et un frère, je suis l'aîné.

Mon père est un défenseur des droits de l'homme, ancien disparu sahraoui et ancien prisonnier politique.

J'ai ressenti l'oppression coloniale dès l'âge de 6 ans. J'avais assisté en famille à la réception d'accueil des Sahraouis de Smara faite à Sidi Mohamed Daddach à sa sortie de 24 ans de prison. C'était en novembre 2001. Une fête inhabituelle où les gens criaient des slogans. La nuit suivante des policiers ont envahi notre maison. Ils recherchaient mon père qui n'était pas là¹. Je ne comprenais rien. Après j'ai questionné ma grand-mère. Elle a commencé à me raconter l'histoire du peuple sahraoui, séparé par la guerre. Ceux qui avaient pu fuir étaient dans les camps de réfugiés en Algérie, et nous dans le territoire du Sahara occidental occupé par le Maroc. Ce récit a suscité ma curiosité, j'ai posé d'autres questions. On m'a raconté notre histoire avec la première colonisation espagnole puis la deuxième marocaine. Mon père a été arrêté plus tard. Quand ma mère nous emmenait, ma sœur et moi, pour le visiter en prison, je trouvais insupportable de le voir enfermé et d'être privé de sa présence. Cette souffrance a été une raison d'adhésion à la cause sahraouie, et l'occupation de mon pays est devenue une grande préoccupation pour moi. Dès que mon père a été libéré, il m'a raconté d'autres choses. Il m'a parlé du Front Polisario, le représentant du peuple sahraoui. Il m'a expliqué que notre peuple n'avait aucun rapport avec le Maroc, notre voisin du nord. J'ai appris dans la famille les traditions sahraouies et leurs spécificités, notre langue le Hassanya.

Un autre moment de ma prise de conscience se situe en mai 2005. Le 21 mai l'Intifada pacifique s'est déclenchée dans le pays. À Smara Hammada Ismaili a été renversé et gravement blessé par une voiture de police pendant la manifestation. Nous avons accompagné sa famille à l'hôpital, elle n'a pas eu le droit de le voir, ses parents étaient choqués, et je m'en étonnais qu'on le transfère à la prison ainsi. J'ai ressenti la souffrance qui nous touche collectivement. J'ai senti la nécessité d'attirer l'attention d'autres personnes et c'est pourquoi nous avons constitué un groupe d'environ 30 enfants de mon âge, le plus âgé avait 12 ans. Ma famille était au courant, mais c'est nous qui décidions de l'organisation de manifestations. Nous nous donnions rendez-vous à un lieu déterminé où nous la déclenchions. Il y avait d'autres groupes de jeunes plus âgés. Un jour l'un d'eux a été arrêté, Cheikh Ben-Allal, il avait environ 20 ans. Ses amis ont cessé leurs actions durant un mois environ ; pendant ce temps notre groupe a multiplié ses efforts pour prendre le relais.

Plusieurs groupes se sont constitués dans les établissements scolaires : en primaire, au collège et au lycée, avec une coordination entre eux. Quand une manifestation est décidée, tous les membres sont appelés à y participer.

Notre activité est devenue insupportable pour les autorités locales. Alors la police a arrêté 2 membres de notre groupe, Mohamed Lamine El Ouahmani et Ahmed Salam tous deux âgés de 11 ans de 15h à 18h. Ils les ont tabassés dans leur voiture, les yeux bandés et les mains menottes, ils les ont frappés sous la plante des pieds et conduits au commissariat. Leurs

¹ (Ahmed Naciri était parti à Laayoune pour accueillir Danielle Mitterrand, les autorités marocaines et un haut diplomate français l'en ont dissuadée, arguant que sa venue susciterait des réactions hostiles à son égard)

familles sont venues les chercher, elles ont été insultées par les policiers. Mais au lieu d'en être intimidés, nous nous sommes sentis plus forts dans notre détermination et le nombre de manif a été augmenté.

Problèmes rencontrés au niveau de l'école :

Notre engagement militant a parfois mis nos études en cause car nous en subissons les représailles. Nous ne pouvons rester sans réagir quand un professeur falsifie les réalités géographiques ou historiques concernant notre pays. Certains professeurs notent nos noms. Entre les cours nous nous réunissons dans la cour pour discuter ou pour faire un sit-in. Nous sommes observés et le directeur constitue une sorte de « liste noire » qu'il transmet aux autorités et se transforme ainsi en indicateur. D'ailleurs il y a des fourgonnettes de police devant chaque école car ils savent que ce sont des « laboratoires de manifestations ». Certains élèves ont été exclus de l'école. Alors ils doivent redoubler dans un autre établissement privé. Mais la grande majorité des Sahraouis de Smara sont modestes, ils n'ont pour revenu que ce qu'on appelle « la promotion nationale » et ne peuvent assumer de payer pour les études des enfants.

Quand le campement de Gdeim Izik a été envahi, nous avons fait une manifestation de soutien aux prisonniers dans 2 collèges et 1 lycée. Des gens d'âges différents sont entrés dans notre collège armés de couteaux et de chaînes, ils portaient des drapeaux marocains et nous jetaient des pierres. Personne ne pourrait se permettre de telles agressions sans autorisation ou incitation, d'autant que les estafettes de la police sont stationnées en permanence devant. Il y a eu une dizaine d'élèves blessés dont, dont 3 filles. 4 blessés ont été transportés à l'hôpital de Guelmim car il n'y a pas de scanner à Smara. L'un d'eux a perdu connaissance pendant 2 jours, j'ai été arrêté ainsi que plusieurs autres amis de mon collège et d'autres dans les autres établissements. Nous avons été menacés de redoubler, j'ai été expulsé 3 semaines de l'établissement ainsi qu'un autre ami de ma classe Salah Sbaitti.

Nous avons décidé de sensibiliser les habitants de Smara en soutien à Gdeim Izik en novembre 2010. Nous avons organisé des manifestations en soutien aux prisonniers politiques arrêtés après l'attaque du campement de Gdeim Izik. C'est dans ce cadre que j'ai été arrêté début janvier 2011. Il était environ 19h j'étais dans le quartier Esseknâ, j'ai vu deux policiers en civil et à pieds suivis par une estafette, je me suis sauvé mais la voiture m'a rattrapé. Quatre policiers en sont sortis de la voiture rejoints par les deux autres à pieds. Ils m'ont menottés les mains dans le dos et ont commencé à me donner des coups à la tête avec leur radio sans fil jusqu'à ce que je tombe. J'ai perdu connaissance, ils m'ont giflé pour que je revienne à moi. Alors ils m'ont relevé et l'un d'eux m'a poussé dans le dos pour que j'avance jusqu'à une grande voiture non balisée, stationnée dans la rue d'à côté. Plusieurs civils étaient à l'intérieur, ils m'ont fait asseoir sur la roue de secours, puis ils m'ont frappé, injurié, craché au visage... pendant que la voiture roulait. Je pense que ça a duré presque 2 heures et demi. La voiture s'est dirigée vers l'oued Saguia, ils ont enlevé ma chemise et déchiré mon pantalon. Arrivés près de l'oued ils m'ont enlevé les menottes mais ordonné de garder les mains derrière le dos et se sont servi de ma chemise pour me bander les yeux. Ils m'ont interdit de regarder derrière moi, en leur direction, sinon je le paierais cher. Ils sont partis après m'avoir volé mon téléphone et les 100 dirhams que j'avais sur moi. Après quelques instants j'ai regardé, mais la voiture était déjà loin et je n'ai pu en relever l'immatriculation. Je ne reconnaissais pas l'endroit où j'étais. Après un certain temps j'ai vu des voitures passer sur une route et je me suis approché. Il y avait un panneau de signalisation « Bienvenue à la communauté urbaine de Smara ». J'ai donc suivi cette direction et marché environ 2 km, puis j'ai fait du stop. Un Sahraoui s'est arrêté et m'a emmené chez moi. Il n'y avait personne, une voisine m'a dit que ma famille s'était rendue au commissariat. Elle a prévenu mes parents de mon retour.

Par la suite mon père a déposé trois plaintes : une auprès du Procureur, une deuxième auprès du Gouverneur et une troisième auprès du Divisionnaire. Aucune n'a eu une suite judiciaire.

La grande expérience de mon père pour ce genre d'épreuve a été utile. Il m'a été d'un grand réconfort. Il m'a expliqué qu'il était aussi passé par là, que c'était notre lot... et ça m'a

encouragé. Mes amis aussi m'ont entouré d'affection et encouragé de poursuivre. Ma mère m'a souri, elle m'a soigné. Je savais qu'elle avait été inquiète mais quand elle m'a vu elle m'a souri.

Nous avons continué nos manifestations régulièrement. En janvier 2012 les policiers ont chargé une manifestation du groupe de soutien à Gdeim Izik à Laayoun. Au cours de cette intervention ils ont entre autre cassé les dents d'une jeune fille. Nous avons donc organisé le 15 janvier à Smara une manifestation de protestation devant le commissariat du quartier de Essalam. Le soir j'ai été arrêté dans la rue vers 19h. Les policiers m'ont emmené au commissariat où j'ai été insulté, giflé par plusieurs policiers qui se sont relayés ainsi jusqu'à 4h du matin. Ils voulaient m'obliger de signer un PV sans que je puisse le lire, devant mon refus ils m'ont menacé de frapper plus fort si je persistais. J'ai donc signé par crainte que la séance se poursuive. Ils ont téléphoné au Caïd qui a été chercher ma mère pour qu'elle signe la remise en liberté du fait que je suis mineur.

Un autre ami Ali Abou el Fadel âgé de 19 ans a été arrêté après ma libération à 11h du matin. Ce sont des amis venus me visiter dans l'après-midi qui me l'ont appris. Il est resté 72 heures au commissariat de police, puis conduit devant le Procureur du roi qui l'a remis en liberté. Pour ma part j'ai été convoqué devant le Tribunal d'instance le 16 janvier. On m'a accusé d'avoir frappé un policier qui a donné un arrêt de travail de 92 jours, mais qui ne s'est jamais présenté devant le juge qui s'est déclaré incompétent du fait que je suis mineur.

J'ai terminé l'année scolaire dans une école privée pour éviter les problèmes.

L'année précédente j'avais redoublé. C'était une année difficile, mon père avait été arrêté en octobre 2010, j'allais parfois à Rabat pour le visiter, d'autre part j'avais des problèmes avec les professeurs qui connaissaient ma situation et l'engagement politique de notre famille. Dans ce contexte je n'étais pas bien psychologiquement et mes études s'en sont ressenties.

Tan Tan le 7 juillet 2012

Témoignage recueilli par
Michèle DECASTER
Secrétaire Générale de l'AFASPA